

trop c'est trop

par Lalita Ramdas

L'un des aspects les plus choquants du changement climatique est son inégalité flagrante. Comme l'a récemment fait remarquer le Rapport sur le développement humain du PNUD, « le réchauffement planétaire n'est pas l'annonce d'une apocalypse à venir, mais une réalité bien présente pour la plupart des plus pauvres dans le monde ... » Moins de 2 % des personnes affectées par « les chocs climatiques » vivent dans les pays riches.

La pauvreté généralisée, conjuguée à la détérioration de la sécurité écologique et économique, pourrait générer un nombre considérable de réfugiés climatiques, aggravant les troubles sociaux et autres tensions à tel point que, par comparaison, la « guerre contre le terrorisme » nous semblerait des plus anodines. A titre d'exemple, si des mesures ne sont pas prises pour enrayer les changements climatiques, quelque 125 millions de personnes pourraient se voir contraintes à quitter leur foyer en Inde et au Bangladesh.

Greenpeace est toujours en première ligne lorsqu'il s'agit d'alerter l'opinion publique sur la détérioration de l'environnement de notre planète par des actions audacieuses, parfois provocantes, mais toujours non violentes. Bien souvent, nous sommes seuls contre tous. Mais aujourd'hui, nous ne sommes plus seuls. Dans le monde entier, les changements climatiques sont considérés à raison comme la menace la plus sérieuse de notre temps. On estime qu'il est éthiquement et écologiquement indispensable de bâtir un système énergétique propre exclusivement fondé sur l'utilisation efficace des sources d'énergie renouvelable. Il faudrait se fixer comme objectif principal de protéger l'environnement, de garantir le développement durable et équitable pour tous et de garantir un monde sûr et sans nucléaire pour les générations futures. En fin de compte, la sécurité énergétique est la meilleure garantie de la sécurité humaine.

Le changement de climat nous offre une opportunité, tout comme il nous pose un défi. Il nous a servi de catalyseur et nous a poussé vers la révolution énergétique, brièvement décrite dans le *Scénario de Greenpeace (R)évolution énergétique 2007*. Le message est simple : il est possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'éviter les pires incidences du changement climatique grâce aux technologies existantes et d'éliminer progressivement l'énergie nucléaire en nous orientant vers les énergies renouvelables et une meilleure efficacité énergétique. Le Conseil européen des énergies renouvelables et 10 autres institutions ont rejoint Greenpeace pour produire le scénario, mis au point par l'Agence spatiale allemande. Il démontre de façon très crédible qu'il existe des alternatives aux émissions de gaz à effet de serre émanant de la production énergétique et que seule manque la volonté politique de nos gouvernements. Il recommande entre autres que la communauté internationale s'engage dans la bonne voie de manière à rester le plus en-dessous possible d'un réchauffement de deux degrés Celsius. Les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites de plus de la moitié d'ici à 2050. Et cela peut se faire en utilisant les énergies renouvelables durables et l'efficacité énergétique.

L'Agence internationale de l'énergie estime qu'il faudra dépenser environ 10 trillions de dollars au cours des prochaines décennies pour remplacer les centrales nucléaires et les autres infrastructures énergétiques dans les pays industrialisés et pour construire de nouvelles infrastructures dans les pays du Sud en pleine croissance industrielle. Les conditions politiques et économiques qui ont influencé ces investissements détermineront notre avenir énergétique jusque dans les années 2050. De là découlera notre capacité, ou notre incapacité, à éviter les dangers liés aux changements climatiques et une catastrophe nucléaire. En l'absence de vision claire des avantages qu'offrent les énergies renouvelables pour le futur, le charbon, les biocarburants et l'énergie nucléaire formeront sans aucun doute la majeure partie de ces investissements. L'industrie nucléaire a déjà incité les plus hauts dirigeants de nombreux gouvernements à faire de l'énergie atomique un élément essentiel du bouquet énergétique. A nos yeux, pourtant,

il ne s'agit pas d'une solution aux problèmes climatiques, mais d'une distraction chère et dangereuse.

Il faut que les pays industrialisés s'engagent, en adoptant des mesures nationales, à réduire les émissions de 30 % d'ici à 2020 et de 80 % d'ici à 2050, et qu'ils affectent un financement massif en faveur de la décarbonisation dans les pays en développement. Le rayonnement solaire qui parvient à la surface de la Terre peut à lui seul satisfaire 10 000 fois la consommation énergétique mondiale. En moyenne, chaque m² de terre est exposé à assez de lumière solaire pour recevoir 1700 kilowatt-heures d'énergie par an. Les technologies alternatives et renouvelables — surtout les énergies solaire et éolienne — bénéficient d'une croissance et d'une productivité économique sans précédent. On estime que la valeur nette marché de l'énergie solaire représente déjà 13 milliards d'euros par an.

L'élaboration d'une feuille de route pour une politique énergétique sans carbone et sans nucléaire comprend trois éléments majeurs. Il faut dire « non au nucléaire » en éliminant les réacteurs existants et les subventions favorisant l'énergie nucléaire, et en ne construisant plus de réacteurs commerciaux. Il faut dire « oui » à un avenir fondé sur les énergies renouvelables en réaffectant les ressources actuellement allouées aux technologies nucléaires et fossiles vers la recherche sur les énergies propres et renouvelables, et en fixant des cibles contraignantes en faveur des énergies renouvelables, tout en assurant des retours d'investissement stables.

En jonglant avec ce cocktail si dangereux du nucléaire, du charbon et des biocarburants — aucun d'entre eux n'étant propre, vert ou illimité — les dirigeants politiques actuels semblent vouloir jouer sur tous les tableaux. Il nous faudra du courage et de la conviction pour saisir le bon moment et opter pour les énergies renouvelables et des mesures strictes en matière d'efficacité énergétique. Il nous faut de nouvelles voix qui sauront se faire entendre et convaincre nos dirigeants par de solides arguments, corroborés par des chiffres qui parlent d'eux mêmes.

En tant qu'activiste de base, je lance au mouvement écologiste le défi de bâtir des alliances et des partenariats nouveaux — avec les communautés pauvres et indigènes et les groupements de femmes — dans notre lutte pour sauvegarder notre fragile écosystème. Avons-nous le courage de mobiliser le pouvoir et l'énergie de ceux qui vivent sous la menace directe de tout perdre face au réchauffement mondial et qui pourraient donc faire pression sur les dirigeants politiques? Le *Rapport sur le développement humain* souligne que le changement climatique présente un défi à plusieurs niveaux et qu'il nous force tous à réfléchir à la façon dont nous gérons l'environnement de notre patrimoine commun : la planète Terre.

Le temps ne joue pas en notre faveur. Déjà 11 ans se sont écoulés depuis que le Protocole de Kyoto a été signé, et il n'a toujours pas la force suffisante pour résoudre la question des changements climatiques. Il faut que les gouvernements aient la volonté politique de prendre des mesures d'urgence aussi vite que l'on agit quand on voit sa maison partir en flammes, car notre maison la Terre pourrait elle aussi s'enflammer si rien n'est fait. C'est à nous, le public, de continuer à faire pression et à répéter que les intérêts commerciaux ne sont pas toujours ceux du peuple.

Enfin, comme le souligne Arjun Makhijani, dans la préface de son ouvrage *Sans carbone et sans nucléaire : une feuille de route pour la politique énergétique des Etats-Unis*, « l'histoire du développement montre que le niveau de vie est fixé par les plus riches. Nous devons dire « CA SUFFIT ». Nous ignorons à nos dépens le conseil intemporel de Mahatma Gandhi sur la durabilité : « Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité ». Il nous faut le courage de dire « trop c'est trop! » 